Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



n°215
8 septembre 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Contre l'austérité et les guerres, les luttes des travailleurs !

Belgique, France, Grande Bretagne, États-Unis… Tous ces gouvernements lancent des politiques massives d'austérité contre les populations.

En France, le gouvernement, et son premier ministre Bayrou, ont annoncé 44 milliards d'euros de coupes dans les budgets publics, plus deux jours de travail non payés par an ! Son seul but est d'augmenter le budget militaire et de rembourser une dette qui a servi à alimenter les profits des actionnaires !

Devant le mécontentement populaire et la division de l'Assemblée nationale, Bayrou avait demandé un vote de confiance des députés qui le lui ont refusé. Sans majorité, il a chuté. Nouveau Premier ministre ou nouvelles élections, Macron devra choisir.

Une partie de la population a l'illusion qu'un « meilleur » gouvernement pourrait lui succéder. Mais les gouvernements n'ont pas la liberté de décider des principaux budgets de l'État.

Ce sont les riches actionnaires, les milliardaires, au travers des banques et des grandes entreprises, qui imposent les politiques des gouvernements. Il suffit qu'ils menacent de retirer leurs capitaux ou d'augmenter les taux d'intérêts des emprunts d'État pour imposer leurs vues.

C'est d'ailleurs pour ça que des politiques d'austérité sont appliquées au même moment dans tant de pays, et cela quelle que soit la couleur du gouvernement ! Tous les gouvernements sont aux ordres des capitalistes. Le patron de la FEB en Belgique le déclarait avec cynisme quand il affirmait avant les élections de 2024 : *« Peu importe que le chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape les souris, comme l'a dit le dirigeant chinois Deng Xiaoping »*.



Le gouvernement rançonne les travailleurs, les malades, les pensionnés, les chômeurs pour payer la dette, les cadeaux aux grandes entreprises, les dépenses d'armement… et c'est comme ça que les plus riches continuent à s'engraisser !

Les hôpitaux, l'éducation, les transports en commun, tous les budgets utiles à la population sont réduits ou mis sous pression permanente. En revanche, les budgets militaires augmentent !

Les États préparent d'autres guerres comme celle en Ukraine ! Tout montre qu'il ne s'agit pas de défendre la population : les soldats et la population meurent pendant que les capitalistes se partagent les terres et les richesses ukrainiennes. Trump a même entamé des négociations avec Poutine pour des investissements en Russie pendant que les soldats russes meurent sur le front ! Alors contrairement à ce que prétendent des politiciens et dirigeants syndicaux, l'austérité n'est pas une question de couleur politique ! En Angleterre, c'est le gouvernement de gauche de Keir Starmer qui a augmenté les impôts, qui annonce 10.000 suppressions d'emplois publics, des milliards de livres de coupes budgétaires, et une explosion du budget de l'armée.

En 2012 en Belgique, c'était le gouvernement Di Rupo qui avait exclu des dizaines de milliers de chômeurs. Et aujourd'hui, le gouvernement belge enchaîne les attaques contre les travailleurs.

Chasse aux chômeurs, recul de la pension, diminution du salaire pour le travail de nuit, coupes budgétaires dans la santé, l'éducation, et tous les services utiles à la population, attaques contre les travailleurs migrants, mesures autoritaires…

Personne n'est épargné ! Mais tout cela peut changer si les travailleurs se révoltent ! On n'est pas condamnés à accepter l'austérité et la préparation de la guerre.

En Ukraine, bien des jeunes quittent le pays pour éviter le recrutement, d'autres se préparent à le refuser. Beaucoup d'Ukrainiens voudraient que cette guerre se termine.

En Israël, des dizaines de milliers de manifestants dénoncent le gouvernement Netanyahou, qui a déclenché une nouvelle offensive barbare de grande ampleur à Gaza. Des dizaines de milliers de réservistes refusent de rejoindre leur régiment.

Les travailleurs sont les seuls qui ont la force de vraiment bousculer les gouvernements, de faire reculer les capitalistes. Ils font tourner toute la société, alors ils peuvent mettre les capitalistes à genoux.

Bien sûr les luttes ne sont jamais faciles.

Et pour avoir une chance de réussir, elles devront se faire sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, pas derrière des politiciens et des dirigeants syndicaux qui ne veulent pas remettre en cause l'ordre capitaliste.

Les travailleurs ne pourront gagner qu'avec des luttes qui s'étendent dans la plupart des entreprises, dans tous les secteurs. C'est ce programme qu'il faut préparer en s'organisant dès aujourd'hui entre travailleurs, pour faire reculer le patronat… et un jour le renverser pour le remplacer par le pouvoir des travailleurs !

Dans les entreprises

CHU Brugmann : Vive la grève des infirmières

Les infirmières des urgences du CHU Brugmann – Site Paul Brien se sont mises en grève le 4 septembre.

Le personnel dénonce une situation intenable, avec une pression constante, un mépris de la direction, des comportements intimidants et dégradants de la part de la direction.

Les budgets sont insuffisants, alors depuis plusieurs années les hôpitaux sont en déficit et les directions font payer ce déficit au personnel, augmentant la charge de travail, imposant des services supplémentaires aux infirmières.

La situation ne fait que s'aggraver, le budget de la santé a été réduit de 907 millions d'euros.

Les gouvernements prétendent qu'il n'y a pas d'argent, mais les coffres-forts des grands patrons sont pleins à craquer. En 2024, la fortune des milliardaires belges a augmenté de 19 milliards, de quoi presque tripler les budgets des hôpitaux !

Pour aller chercher cet argent, il faudra qu'un mouvement de grève s'étende à d'autres hôpitaux, à d'autres secteurs, et même à l'ensemble du pays !





Bruxelles : Grève à BX1

Le lundi 1er septembre, les travailleurs de la télévision bruxelloise BX1 se sont mis en grève. Aucune émission n'a été diffusée.

Ils dénoncent les mesures d'austérité qui les frappent : suppressions d'émissions, contrats de pigistes non-renouvelés – considérés comme de simples « variables d'ajustement » –, sous-effectif chronique et soi-disant « polyvalence » imposée aux salariés pour compenser le manque de collègues.

Dans le même temps, ils pointent les largesses dont bénéficient les dirigeants du média comme la pension extra-légale de 550.000 € pour le PDG ou les bonus de 10.000 à 15.000 € pour les autres membres de la direction.

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Ils revendiquent notamment d'avoir une *« information précise sur l'état des finances de l'entreprise »*.

La situation de BX1 n'est pas isolée. La ministre des médias, Jacqueline Galant (MR), prévoit de supprimer quatre télévisions locales en Wallonie, et pour les autres de bloquer l'indexation de leurs financements et de réduire les aides à l'emploi.

À la RTBF, la cure d'austérité est du même ordre : la dotation sera amputée de 133 millions d'euros sur les quatre prochaines années.

Au-delà des mesures d'austérité, c'est aussi un moyen de museler des médias pas suffisamment aux ordres de la coalition au gouvernement.

Et maintenant Leen Bakker !

Un jugement du tribunal de commerce du 27 août a décidé la vente des 44 magasins Leen Bakker, employant 309 salariés en Wallonie et en Flandre.

Après Casa, Blokker, Lunch Garden, Cora, et tant d'autres, des travailleurs du secteur de la distribution sont menacés de licenciement via des procédures judiciaires qui permettent aux patrons de ne pas payer de préavis ni d'indemnités.

Les médias relaient les justifications des capitalistes : Leen Bakker ne serait pas rentable à cause de la concurrence d'Ikea et de la vente en ligne.

C'est toujours le même baratin. A les entendre, les travailleurs perdent leurs salaires à cause des consommateurs qui changent d'habitude. La réalité est tout autre. Les travailleurs de Leen Bakker ont enrichi les actionnaires multimillionnaires du groupe Blokker jusqu'en 2017, puis ceux du fond d'investissement Gilde Investment Management.

Ce groupe ne publie pas ses bénéfices, mais il a investi cette année 740 millions d'euros en rachats d'entreprises.

Oui, bien sûr, l'argent existe pour payer les salaires et ne pas laisser les travailleurs de Leen Bakker être exclus du chômage par Clarinval !

Grève des TEC

De nombreux chauffeurs des TEC du Hainaut ont participé à l'arrêt de travail du 2 septembre pour protester contre l'agression d'un chauffeur à Nimy, suite à une remarque sur les titres de transport.

Ce ne sont jamais les directeurs ni les ministres qui doivent s'expliquer avec les usagers sur l'augmentation du prix des transports en commun. Et demain, quand des dizaines de milliers de familles auront perdu la moitié de leurs revenus, ou davantage, avec la vague d'exclusions du chômage ?

Pour mettre fin à la violence de ces mesures il faut renverser le système qui les engendre.

Caf-Alstom : compétition de requins

La SNCB doit remplacer 50% de sa flotte d'ici 2032. Les géants de l'industrie ferroviaire, comme Alstom et Caf, salivent devant les juteux profits promis par ce « contrat du siècle » d'un montant de 3,4 milliards d'euros.

Fin février, la SNCB attribuait le contrat à l'entreprise espagnole CAF, mais Alstom déposait un recours en justice.

Finalement, en juillet et en août, le conseil d'État appuyait la décision de la SNCB pour CAF.

La SNCB, Alstom, CAF, et même le conseil d'État, prétendent que l'enjeu serait la compétence et la qualité du fournisseur.

En réalité, Alstom, CAF, et la plupart des entreprises du ferroviaire se sous-traitent l'une l'autre, emploient souvent les mêmes matériaux et techniques. Et puis, entre les réponses aux appels d'offres et la réalité des livraisons, il y a le fossé des mensonges capitalistes !

Marchés publics : gavage pour capitalistes

Bel exemple du métro 3 de Bruxelles. De 1,6 milliard prévu, il est passé en cinq ans à 4,5 milliards ! Un ingénieur témoignait : *« Tout le monde sait que dans ce genre de dossier, la pratique courante est que les prix sont au moins multipliés par deux ».*

Un autre à Mons : la gare est passée de 37 à 480 millions !

Les marchés publics sont l'occasion d'enrichir les capitalistes, qui gonflent les prix et retardent les travaux. Le système est connu et bien rodé, il ne s'agit pas d'un dysfonctionnement.

C'est l'un des rôles de l'État et des collectivités publiques d'enrichir les plus riches ! Et ce sont les travailleurs qui payent !



Nationalistes ou communistes ?

A la suite des syndicats, dans le différend Alstom-CAF, le PTB a pris la défense des premiers contre les seconds.

Il écrit :*« Le choix d'Alstom aurait permis de sauvegarder directement les près de 600 emplois [de la fabrique Alstom] à Bruges, [...] les marchés publics devraient être attribués selon des critères [...] stricts afin de protéger prioritairement l'emploi local et la production nationale, [...] cette décision prise par la SNCB est un affront à tous ceux qui travaillent chaque jour pour préserver et renforcer l'industrie belge » .*

Les dirigeants de ce parti, qui se prétend encore « communiste » , pensent que les travailleurs en Espagne ont moins de valeur que ceux de Bruges ! Que s'ils sont au chômage en Espagne c'est moins grave que s'ils n'ont pas de travail à Bruges !

En quoi est-ce différent des propos nationalistes de la N-VA et du Vlaams Belang, pour qui un travailleur wallon a moins de valeur qu'un travailleur flamand ?

Marx, Lénine et tous les autres révolutionnaires communistes doivent se retourner dans leur tombe !

Le nationalisme du PTB au service des capitalistes !

Il n'est pas vrai qu'un contrat attribué à Alstom permettrait de *« sauvegarder directement les près de 600 emplois à Bruges »*. Les subsides, les aides, les cadeaux, les contrats publics n'ont jamais empêché les capitalistes de licencier quand leurs perspectives de profit s'amenuisent. Avant de fermer l'usine de Forest et de virer plus de 3.000 ouvriers, Audi avait reçu des centaines de millions d'euros de cadeaux contre des promesses de garantir l'emploi !

Prétendre que nous aurions intérêt à préférer Alstom à CAF, sous prétexte de sauvegarder des emplois en Belgique, est tout simplement un mensonge patronal pour diviser les travailleurs.

L'économie est mondialisée, il est fréquent qu'une entreprise sous-traite à une entreprise dite concurrente. Il est tout à fait possible que CAF sous-traite à Alstom ! D'ailleurs les banques et la plupart des actionnaires détiennent des capitaux dans différentes entreprises, qui ne sont en concurrence que pour la façade. Ça leur permet d'obtenir des subventions de leur État… en plaidant la concurrence des autres ! Seuls les capitalistes ont intérêt à jouer le jeu de la concurrence.

Nationalisme : les travailleurs perdent à tous les coups

Les travailleurs ont les mêmes problèmes dans tous les pays ! Souvent, ils travaillent pour les mêmes patrons, les mêmes capitaux.

Les capitalistes milliardaires sont ultra minoritaires dans la société, les millionnaires ne sont qu'une poignée.

Alors comment se fait-il que cette infime minorité puisse continuer à exploiter la majorité de la population, dominer les pays, et même lancer des guerres où ce sont les travailleurs qui meurent et les capitalistes qui s'enrichissent ?

Tout simplement parce que les travailleurs sont mis en concurrence les uns avec les autres, surtout en période de crise comme aujourd'hui. C'est pour cela qu'il faut que les travailleurs apprennent à passer par-dessus leurs divisions, de nationalité, de religion, de couleur de peau, pour s'unir et imposer de défendre collectivement leurs intérêts.

Les travailleurs doivent s'unir et ne pas suivre les politiciens et les partis qui veulent les diviser.

Des ouvriers dénoncent l'exploitation chez Colruyt

Les vrais voleurs, c'est Colruyt

La direction fait fouiller nos sacs et réclame nos tickets de caisse. Question vols, ce sont les patrons de Colruyt les brigands : 330 millions d'euros de profits arrachés à notre travail !

C'est les patrons qu'il faudrait fouiller, en commençant par leurs comptes au Luxembourg !



"Achetez local", "achetez Colruyt" !

Colruyt verse une partie de notre salaire sous forme de chèque-repas et sur la publicarte de Colruyt. La bonne affaire ! Ils payent moins de taxes et on doit les dépenser chez eux.

Pour Colruyt, « consommer local » , c'est nous faire rapporter une partie de notre salaire directement chez le patron !

La planification "Everyday"

Il arrive qu'on nous demande de changer de dépôt la veille, voire le jour même. Certains collègues font des dizaines de kilomètres dans un sens, alors que d'autres doivent faire la même dans l'autre sens. Euh… c'est quoi la raison profonde ? Nous faire découvrir la beauté des autoroutes belges ?

Des minutes qui comptent, d'autres pas

Pour pointer, chaque minute de retard compte. Mais quand on quitte la tour de parking, peu importe au patron qu'on perde notre temps, coincé entre deux voitures, en évitant les camions.

♫ Highway to hell ♫

Les travaux entre Hal et Beersel sont enfin terminés.

Il était temps ! Non pas qu'on brûle d'impatience d'arriver au dépôt… mais des pannes et des chantiers, on en subit déjà assez au boulot avec les automatisations.

Métro, boulot… travaux

Les travaux à hauteur de Nivelles font perdre un temps dingue à nombreux d'entre nous. Une idée pour résoudre le problème ? Réduire la journée de travail d'une heure sans perte de salaire !

Pleure pas la bouche pleine

Jef Colruyt livre dans le Standaard une interview pathétique sur sa jeunesse et continue en ayant le culot de dire que *« les dividendes ne sont qu'un petit extra »*.

Un petit extra… de 6 à 15 millions par an.

La réalité, c'est que la famille Colruyt vit dans le grand luxe, possède 5 milliards d'euros tirés de l'exploitation du travail de dizaines de milliers d'ouvriers et d'employés sous-payés !



Logistique et exploitation…

Une étude de la CSC le confirme : dans la logistique alimentaire, comme ailleurs, les patrons se fichent de notre santé. Manque de vraies formations, pas assez d'emballeuses automatiques, de postes adaptés.

Et quand ils achètent de nouvelles machines, ce n'est que pour augmenter la productivité et licencier dans la foulée.

Leur objectif est simple : toujours plus de profits en pressant toujours plus les travailleurs.

…la vraie prévention ? Embaucher des collègues !

Chez Colruyt, les consignes « ergonomiques » et de « prévention » n'ont souvent d'effet que sur le papier, vu le rythme du travail.

Le papier est patient, et se plie facilement. Ce n'est pas le cas de notre dos.

Le mieux, ce serait d'appliquer les recommandations ergonomiques et de travailler moins vite : on verrait la direction rappliquer et embaucher plus de collègues !

Leur société

Chômage: 25.000 lettres d'exclusions, d'autres suivrons

C'est la lettre du patronat à Saint-Nicolas, et ce sont 180.000 chômeurs qui vont la recevoir !

L'État s'est mis en branle et s'apprête à envoyer une première salve de courrier pour notifier la date d'exclusion des allocations de chômage votée par le gouvernement. Des dizaines de milliers de foyers vont être plongés dans l'urgence de trouver de nouveaux moyens de survie. La violence du choc sera considérable. A qui est ce que cela va profiter sinon aux patrons qui se servent de la concurrence entre travailleurs pour embaucher aux pires conditions et aggraver l'exploitation de tous ?

Non pas aux travailleurs déjà surchargés des CPAS, ils savent qu'ils ne pourront pas absorber le choc sans embauches supplémentaires. Mais à la place, ce sont vitres blindées et gardes de sécurité qui font leur apparition... Car, comme le constate la présidente du CPAS de Verviers (PS), et il faut toute l'expérience du Parti socialiste dans la gestion de la casse sociale pour le dire en ces termes : *« Il y a des personnes qui vont se présenter (…) et qui n'auront rien. […] Alors oui dans un monde parfait, il n'y a pas de violence et tout le monde comprend, mais là, avec les difficultés de la vie, je peux comprendre que (…) les personnes soient plus agressives... [mais] il faut quand même protéger notre personnel ».*

Sous ce rapport la guerre sociale n'est pas différente de la guerre entre nations : quelle que soit la couleur des drapeaux, au final, sur le front, ce sont des prolétaires qui se battent entre eux... au seul profit des capitalistes !

Pris entre le marteau et l'enclume, il arrive alors souvent à ceux, sous-officiers ou bureaucrates, chargés de faire appliquer les ordres, de fantasmer un « monde parfait » où ceux qui sont condamnés « aux difficultés de la vie » arrivent à « comprendre » et se résignent à leur sort !

Mais peut-on accepter les condamnations en masse qui vont conduire à l'exploitation forcenée, aux violences urbaines, au crime organisé, à la prostitution, à la drogue ou au suicide ?

Car de quoi s'agit-il sinon ? Que sont censés faire « ceux qui n'auront rien » ? Trouver un emploi ? Mais les travailleurs de Van Hool, d'Audi, de Lunch Garden, Cora, etc… avaient un emploi avant la fermeture de leur entreprise ! Tout comme à l'époque ceux des usines Boël, Renault, Caterpillar, ou ceux de la Sabena ! A qui la faute du chômage sinon à ceux qui licencient ?

La vérité c'est que le chômage est inscrit dans l'ADN du capitalisme. Les patrons ont besoin d'une armée de sans-travail pour faire pression à la baisse sur les salaires de tous ! Et plus la pauvreté de ceux que les politiciens accusent de « profiter du système » est grave, mieux elle sert les intérêts des capitalistes en contraignant les chômeurs à accepter des salaires au rabais et des conditions de travail inhumaines. En fait, avec cette réforme, il n'a jamais été vraiment question de faire des économies budgétaires… De l'argent public, il y a en a : il n'y a qu'à voir les milliards d'impôts déversés dans les budgets militaires !

Face à l'inévitable éclat de violence provoqué par les mesures du gouvernement, la seule perspective utile pour défaire cette réforme insupportable, est qu'elle se dirige dans le sens d'une mobilisation pour arracher le pouvoir aux capitalistes !

Privatisation ? Nationalisation ? Non, expropriation !

Le gouvernement, propriétaire à 100% de Belfius, a demandé aux dirigeants de la banque de préparer sa privatisation partielle.



De Wever veut utiliser l'argent de la vente pour acheter des armes. Et surtout, les capitalistes sont demandeurs. Belfius dégage un milliard de bénéfices par an. Ils veulent maintenant que cet argent retombe directement dans leurs coffres ! Ainsi, la boucle est bouclée. Lors du krach bancaire de 2008, le gouvernement avait dépensé en catastrophe 4 milliards d'euros pour renflouer ce qui s'appelait à l'époque Dexia Banque… issue d'une privatisation du Crédit Communal. En tout, c'est près de 22 milliards d'euros que le sauvetage des banques a coûté aux contribuables.

Depuis, les banques font à nouveau d'énormes profits, au milieu de bulles spéculatives prêtes à éclater à tout moment. Que ce soit des banques privées, ou l'Etat au service des banques privées, ça ne change rien au fait qu'elles ne servent que les intérêts de la bourgeoisie, et donc mènent toute l'économie plus profondément dans la crise.

Infrastructure: dégradation générale

Le ministre de la mobilité, François Desquesnes (Engagés), reconnaît que *« plus de 1.000 ponts en Wallonie présentent des fragilités importantes »*. Ces défauts affectent la structure portante de certains ponts, comme c'était le cas du pont de l'Autoroute E42 à Houdeng qui s'est effondré lors des travaux de démontage, tuant un grutier.

La vétusté des infrastructures de transports est le résultat de 40 ans de politique d'austérité. Les victimes ne sont pas tuées par « la fatalité », mais par des choix dictés soit par le profit, soit la volonté d'économies.

Rentrée des classes en Flandre

Sous le signe de la privatisation et de la répression

Pour faire face à la pénurie d'enseignants - sans bien sûr résoudre aucun des problèmes qui en sont la cause - le gouvernement flamand a autorisé depuis 2023-2024 la mise en place de la semaine scolaire de quatre jours. Début septembre, la presse parlait de 17 écoles primaires à Bruxelles sous ce nouveau régime. Voilà le tour de passe-passe grossier que les politiciens flamands ont trouvé pour se vanter que la pénurie d'enseignants est moindre cette rentrée.

Derrière les phrases sur la pénurie, il y a la brutale réalité : l'école pour tous les enfants est attaquée. Sachant que le 5ème jour d'école sera remplacé par un jour d'atelier payant, si les parents en ont les moyens, et par une garderie muette ou une journée à la maison pour les autres ! On peut dire que la privatisation découvre désormais son visage.



Enseignement de classe

La politique actuelle continue et amplifie aussi la répression contre les familles dont les enfants sont « *trop souvent absents sans motif* », c'est-à-dire les familles populaires qui connaissent le plus de galères. Ainsi, la part des allocations familiales dédiée aux frais scolaires (schooltoeslag) pourra être retirée dès l'année qui suit les absences, contre deux ans jusqu'ici.

D'après les estimations budgétaires du gouvernement flamand, cette infâme mesure devrait rapporter 10 millions d'euros, des cacahuètes donc sur un budget de 19 milliards. De plus, les parents qui ne prouveraient pas par une attestation ou une inscription à des cours de néerlandais qu'ils parlent bien ou apprennent le néerlandais pourraient aussi bientôt perdre les allocations scolaires.

Voler les familles pauvres plutôt que soutenir leurs enfants à l'école n'est pas nouveau, mais cette politique s'amplifie avec la crise capitaliste et l'empressement des gouvernements à trouver de l'argent partout, sauf chez ceux qui en ont.

Manque de personnel administratif

Enfin, la ministre de l'enseignement Demir (N-VA) a également annoncé la fin des possibilités de dédoublement des directions d'écoles. En effet, face à la charge administrative de plus en plus écrasante (rien que pour mener cette immonde chasse aux parents en retard de payement pour la garderie, ou les repas chauds, le sorties culturelles, les voyages…), les directions avaient trouvé le pis-aller de scinder leurs écoles en deux établissements distincts afin d'obtenir un rabiot de personnel administratif. Cela ne sera désormais plus permis.

Le coup de bâton de la rentrée est donné. Il restera aux personnels de l'enseignement, ainsi qu'aux parents des familles populaires, à s'organiser pour refuser la situation de plus en plus insupportable qui leur est faite.

Et du côté francophone, c'est pareil !

D'un côté, de nombreux élèves sont privés de professeurs pour certaines matières, de l'autre, de nombreux professeurs manquent d'heures pour avoir un horaire complet ou n'ont pas encore d'emploi du tout ! Voilà ce qu'il en est de la pénurie dans l'enseignement !

Les ministres de l'enseignement qui prétendent vouloir lutter contre la pénurie, utilisent tous les mêmes recettes : faire faire des heures supplémentaires, faire revenir les pensionnés, utiliser les flexijobs et du personnel non formé… mais rien qui ne garantit que les élèves aient accès à leurs cours, car il n'est pas question de débloquer de l'argent pour l'enseignement !

Mettre l'armée dans la rue ?

Face à la multiplication des fusillades entre bandes de dealers rivales, Georges-Louis Bouchez réclame le déploiement de l'armée « *dans certaines stations de métro, le Peterbos (une cité d'Anderlecht), certains quartiers de Molenbeek, avec des patrouilles mixtes* » de soldats et de policiers.

Oui, la situation des habitants de ces quartiers est insupportable. Mais l'armée n'arrêtera pas la montée de la criminalité, liée au chômage et à la misère.

Bouchez qui se tient du côté des licencieurs, qui exclut les chômeurs de leurs droits, aide en réalité les bandes à recruter.

On n'est jamais mieux servi...

D'après Statbel, un service du gouvernement, l'inflation en Belgique serait stable à 2,1%. Est-ce le prix des villas à Knokke, ou celui des jets privés qui a baissé ? En tout cas, selon Test-achat, l'inflation alimentaire mesurée dans les prix des grandes surfaces a augmenté de 4% en août, après une augmentation de 5% en juin.

En Wallonie, le montant moyen des loyers est de 879 €, en augmentation de 6% par rapport à l'an passé.

Il est grand temps que les ouvriers et les pensionnés fassent leurs propres statistiques pour calculer l'indexation nécessaire.

Pas touche à l'indexation des salaires !

Selon les économistes, on doit s'attendre à des hausses de prix à cause de la guerre commerciale et des droits de douanes de Trump.

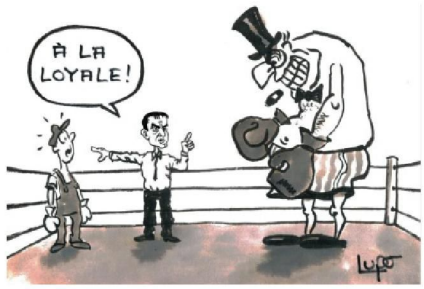
Voilà le moment que choisit le patron de l'organisation patronale FEB, Timmermans, pour réclamer dans une interview dans *la Libre* un « assouplissement » de l'indexation des salaires, alors que l'indexation ne suit déjà les prix que de très loin.

Oui, les grandes entreprises de tous les pays se préparent à augmenter leurs prix... et à baisser les salaires. Pour sauver, voire augmenter leurs marges, ils veulent faire payer leur guerre commerciale aux travailleurs. A moins qu'on mène notre propre guerre... pour défendre nos salaires contre les patrons !

La liberté de négociation... avec un révolver sur la tempe ?

Les directions syndicales réclament depuis plusieurs années le retour à la « liberté de négociation », entravée, selon elles, par la loi sur la formation des salaires de 1996.

Comme si les directions des grandes entreprises se laissaient convaincre par les arguments des délégués syndicaux !



Timmermans qui sait bien que ce n'est pas le cas, ne manque pas la brèche si gentiment ouverte par ses « partenaires de la concertation sociale » : *« la liberté totale de négociation salariale serait le scénario idéal »,* dit-il, et ne manquant pas de rajouter *: « quinze mille pertes d'emplois, cela représente beaucoup plus de perte de pouvoir d'achat que la révision de l'indexation, hein ?! ».*

Ben oui, la liberté de négociation avec les patrons, c'est la liberté de choisir entre le chômage et l'esclavage... pour avoir les deux finalement.

Pour défendre notre niveau de vie, il faut préparer la lutte, tous ensemble, seul rapport de force qui a une chance de faire payer les riches actionnaires qui s'engraissent depuis si longtemps sur notre dos !

Le piège des délocalisations

Près d'un an et demi après la « délocalisation » de l'usine de bus Van Hool de Lier vers la Macédoine et le licenciement de 2.500 travailleurs, c'est maintenant le repreneur de Van Hool, VDL, qui licencie 300 personnes aux Pays-Bas pour déplacer la production sur le site de Roeselare en Belgique...

Les capitalistes déplacent leurs usines comme bon leur semble. Ils peuvent choisir un site plutôt qu'un autre pour centraliser leur production, se rapprocher du reste de la chaîne de production, profiter de cadeaux de la part des gouvernements, ou profiter de plus bas salaires.

Mais ceux qui paient ces délocalisations, ce sont les travailleurs qui se retrouvent sans emploi !

Souvent, les directions syndicales cherchent à s'opposer aux délocalisations au nom de « *l'emploi local* », comme si un emploi en Belgique était préférable à un emploi en Macédoine ou que le chômage aux Pays-Bas n'était pas un problème pour les travailleurs néerlandais!

Les directions syndicales se rendent ainsi complices de la politique des patrons qui mettent en concurrence tous les travailleurs. La production est aujourd'hui organisée à l'échelle mondiale, la plupart des produits ont des pièces qui viennent de dizaines de pays différents. Et ceux qui pensent qu'il faudrait revenir en arrière et produire localement proposent un retour au Moyen-Âge.

L'organisation internationale de la production est une force, en reliant les travailleurs du

monde entier, qui font tout fonctionner, sur toute la planète.

Les délocalisations nous montrent la nécessité de nous organiser par-delà les frontières, avec une économie se passant des capitalistes.

Les capitalistes comme la famille Van Hool ou les actionnaires de VDL prétendent qu'ils n'ont pas d'autre choix que de licencier à un endroit pour construire à un autre endroit. Ce n'est pas vrai, ils font suffisamment de bénéfices sur le dos des travailleurs pour embaucher du personnel sur les deux sites, et diminuer la charge de travail de l'ensemble des travailleurs !

Mais les capitalistes veulent toujours plus de profits, alors il faudra organiser des luttes à l'échelle internationale pour se débarrasser d'eux !

Demander le droit de faire grève ?

La SNCB ayant refusé le préavis, le syndicat de conducteurs de train SACT n'a pas organisé de grève le dimanche 7 septembre.

En Belgique, le « droit de grève », bien que reconnu par les tribunaux, n'est pas inscrit tel quel dans la loi…

En fait la grève était tout simplement légalement interdite entre 1831 et 1921 ; c'est-à-dire durant la période qui sépare la création de la Belgique de la vague révolutionnaire qui a suivi la fin de la première guerre mondiale. Cette interdiction n'empêchait pas les travailleurs de s'organiser pour se défendre, et notamment par des grèves.

En 1886, les ouvriers des principaux centres industriels du pays se révoltent pour se défendre de la crise que leur fait payer le patronat.

En 1902, les mineurs de Liège prennent l'initiative de la grève, et ils sont rejoints par les ouvriers d'autres secteurs dans un mouvement de masse !

En 1913, c'est une classe ouvrière organisée et disciplinée qui se met en grève générale, à la veille de la première guerre mondiale, pour son droit au vote…



La grève au pays de Charleroi (1886) de Robert Koehler.

A chaque fois il a fallu s'organiser pour affronter la répression. C'était l'armée, la gendarmerie et la police qui étaient envoyés, avec ordre de tirer dans le tas.

Mais malgré sa violence, cette répression n'a jamais empêché les travailleurs de se révolter quand ils y étaient déterminés.

En 1921, sous pression de la révolution russe de 1917, la bourgeoisie belge change de tactique pour tenter d'éviter qu'en Belgique aussi les travailleurs ne s'emparent du pouvoir comme en Russie. Rassurée par le soutien docile des dirigeants socialistes, comme Emile Vandervelde, au régime capitaliste pendant la guerre, la bourgeoise belge finit en 1921 par autoriser les syndicats et dépénaliser la grève. Pour les travailleurs c'était une avancée importante !

Mais uniquement à condition de ne pas laisser la légalisation devenir une bride utilisée par les bourgeois – et les dirigeants syndicaux – pour domestiquer le mouvement ouvrier et limiter les luttes selon leur bon plaisir !

Pourtant c'est bien cela que n'a cessé de faire l'État depuis ! Avec le temps, le « droit de grève » s'est transformé en un corset de plus en plus serré !

En 2016, par exemple, patronat et syndicats négocient un remaniement de la loi sous l'initiative du patronat qui ne veut plus des piquets de grève.

En 2017, le « service minimum » est imposé sur le rail ; ensuite ce fut le tour des contrôleurs aériens.

En 2019, 17 syndicalistes sont condamnés pour « entraves méchantes à la circulation », en 2022 les piquets devant les entrepôts de Delhaize sont interdits par un juge, etc...

En se précisant toujours plus, la loi en revient à ses fondamentaux : pour les bourgeois, la grève est une horreur à bannir autant que possible.

Sous la prétendue légalité du droit de grève se cache en fait un rapport de force entre classes sociales aux intérêts irréconciliables.

Pendant les grandes grèves de 1960-1961, malgré le « droit de grève » la gendarmerie tua trois ouvriers. Ce n'est pas ça qui arrêta les centaines de milliers de grévistes... Ce fut la trahison des dirigeants politiques et syndicaux réformistes qui firent tout leur possible pour diviser les travailleurs wallons des travailleurs flamands !



La « fusillade de Roux » du 29 mars 1886 (Le Monde illustré du 10 avril 1886).

Allemagne : les migrants ne sont pas le problème

Il y a dix ans, le 31 août 2015, Angela Merkel, la chancelière allemande d'alors, prononçait sa fameuse phrase *« wir schaffen das »* (nous y arriverons). En réponse au manque de main-d'œuvre en Allemagne, son gouvernement a fait venir – sous couvert de politique humanitaire – des réfugiés qui fuyaient la guerre en Syrie. En deux ans, 1,2 millions sont alors arrivés en Allemagne. C'était une politique à contre-courant de celle des autres pays européens.

En 2015, les réfugiés étaient accueillis par de simples citoyens dans les gares, se mobilisant les uns pour aider dans les démarches administratives, les autres pour aider les enfants à trouver leur place à l'école. Beaucoup offraient même une chambre.

Dans ce pays où les souvenirs des errances accomplies par des millions de gens sous les bombes à la fin de la deuxième guerre mondiale sont restés vivants dans beaucoup de familles. Il semblait normal d'aider les personnes venues d'une région en guerre.

Depuis, l'Allemagne, comme toute l'Europe, s'est transformée en forteresse, et l'extrême droite (AfD, Alternative pour l'Allemagne) est passée de 4,7% des voix en 2013 à 20,8% en 2025, devenant le deuxième parti après la CDU de Friedrich Merz. Le discours anti-migrant de ce chancellier n'a pas grand chose à envier à l'AfD, et il a fait rétablir les contrôles aux frontières intra-européennes contre « l'immigration illégale ».

Mais ce n'est pas l'accueil des migrants qui est à l'origine de cette évolution néfaste, ce sont les politiques d'austérité et de division menées par tous les gouvernements successifs au service de quelques grandes fortunes pour qui le profit passe toujours devant tout le reste, y compris le sentiment d'humanité.



Et la montée de l'extrême droite, n'est pas seulement une question d'électeurs qui se trompent. En 2017, beaucoup d'électeurs avaient voté Merkel justement pour sa politique d'accueil, et contre son rival, le social-chrétien bavarois Seehofer qui avait mené une campagne très anti-migrants.

Cette campagne a contribué à banaliser l'AfD qui pouvait alors amorcer sa percée électorale dans les länder de l'Ouest. Au lendemain des élections, ces électeurs de Merkel se sont retrouvés avec un gouvernement Merkel-Seehofer et un nouveau nom pour le ministère des affaires intérieures qui devenait le « ministère de la patrie » …

Déjà Angela Merkel ne menait pas sa politique d'accueil par pure bonté, mais parce que le patronat allemand espérait pouvoir profiter d'une réserve de main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Mais la poignée de capitalistes qui s'enrichit sur notre dos et leurs larbins ne reculent devant aucun cynisme. Et ils se servent allègrement des migrants, victimes de leurs guerres au Moyen-Orient, comme boucs émissaires, pour diviser les travailleurs et faire oublier que ce sont les patrons qui licencient et les riches qui pillent les caisses publiques. Et plus violents deviennent les sacrifices qu'ils imposent à la population, plus violents deviennent les discours et politiques anti-migrants, thématique qui domine tout le débat politique depuis dix ans.

Dès la Saint Sylvestre 2015, à peine six mois après l'ouverture des portes aux réfugiés, le ton des médias changeait. Lors des festivités, plusieurs centaines de femmes avaient été victimes d'agressions sexuelles… qui, à en croire les médias, émanaient exclusivement de migrants.

Comme si à chaque Technoparade, à chaque Oktoberfest, il n'y avait pas aussi des centaines d'agressions sexuelles et de viols… commis par de bons Allemands, en culotte de cuir.

Depuis lors, tous les incidents pouvant impliquer des réfugiés, à tort ou à raison, ont été exploités par une caste politique en manque de justifications.

Mais si les violences augmentent, c'est aussi parce que toute la société devient plus violente ! Quand la guerre sévit partout, quand l'argent ne va pas dans les crèches, mais dans l'armement, quand les personnes qui cherchent refuge, sont poussées dans des situations sans espoir, quand des lits dans les hôpitaux psychiatriques sont supprimés…

Et si les attentats commis par des étrangers sont fortement médiatisés, les violences de l'extrême droite le sont beaucoup moins.

Elles sont pourtant en forte hausse. Rien qu'en Rhénanie-Westphalie, huit personnes ont été assassinées en 2024.

En Saxe, où l'extrême droite aurait 39% des voix selon les derniers sondages, ces faits ne sont pas comptés.

Les communes sont laissées sans moyens pour organiser l'accueil dans de bonnes conditions, provoquant des conflits et décourageant les volontaires. C'est une pénurie tout à fait artificielle, car il en va tout autrement quand il s'agit de subventionner les entreprises et leurs actionnaires qui ont reçu des milliards pour faire face au covid, aux augmentations des prix de l'énergie, pour financer le tournant vers la voiture électrique… et aujourd'hui pour réaliser le tournant vers l'économie de guerre.

Depuis 2015, en Allemagne, le nombre de milliardaires est passé de 159 à 249. Et les 500 Allemands les plus riches se partagent désormais 1.100 milliards d'euros, 37% de plus qu'en 2015, et près du double du PIB de la Belgique ! Pendant ce temps, un Allemand sur cinq est devenu pauvre. Merz qui martèle tous les jours qu'il faut durcir la politique anti-migrants, promet des baisses d'impôts pour les plus riches… Les dépenses militaires ont doublé depuis 2015 et doivent quintupler d'ici 2029, tandis que le service militaire est graduellement réintroduit.

Alors, en Allemagne comme ailleurs, le vrai problème pour les travailleurs, c'est de retrouver le chemin de la lutte pour empêcher la poignée de capitalistes et leurs larbins dans les gouvernements d'enfoncer l'humanité toujours plus dans la barbarie et les jeunes dans leurs guerres de rapine ! Et cela, nous ne pouvons pas le faire sans nos sœurs et frères de classe venus de toutes les zones de guerre et de misère dont le système capitaliste a couvert la planète !

L'Europe forteresse

En 2015, le budget de Frontex, l'agence de défense des frontières européennes, s'élevait à 143 millions d'euros. Il a atteint 922 millions d'euros en 2024. Depuis 2015, plus de 30.000 migrants ont péri dans la seule mer Méditerranée.

Mais rien ne peut arrêter des êtres humains qui n'ont plus d'espoir dans leur pays de risquer leur vie dans la traversée. En 2024, sur les près de 200.000 personnes qui y ont risqué leur vie, 3.530 ont péri noyées.

Ces chiffres accusent. Et quand les décideurs en Europe font aujourd'hui semblant de s'émouvoir du sort des Palestiniens, sachons que ce sont des hypocrites cyniques ! Ce ne sera pas d'eux que viendra un avenir pour l'humanité, mais des révoltes des populations !

Gouvernement belge anti-migrants

Comme partout ailleurs, le gouvernement belge utilise les migrants comme boucs émissaires de la crise. La ministre de l'Asile et de la Migration, Van Bossuyt (N-VA), s'est félicitée de mener *« la politique la plus stricte jamais menée »* et a multiplié les violences contre les migrants. Elle a lancé une campagne de communication « Ne venez pas ici » diffusée sur Youtube dans plusieurs pays d'Afrique, a réintroduit les contrôles contre les migrants aux frontières, dans les gares et les aéroports, et a augmenté les revenus nécessaires pour autoriser le regroupement familial.

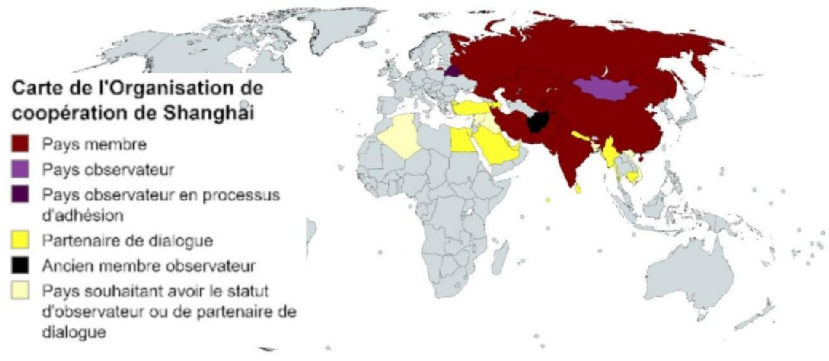
Ces attaques sont justifiées par des mensonges. Van Bossuyt prétend que la migration serait « *une charge pour la société* », et dénigre les migrants qui fuient la misère ou un pays en guerre en les accusant « *d'asylum shopping* », comme si demander refuge dans un pays était comparable à du shopping…

Les migrants sont des travailleurs ! Ils créent les richesses, et c'est à leur côté que les travailleurs belges devront se battre pour renverser le système capitaliste qui est à la source du chômage et de la misère !

International

Sommet de dictateurs

Du 31 août au 3 septembre, le dirigeant chinois Xi Jinping a accueilli à Tianjin Vladimir Poutine (président russe) et Narendra Modi (premier ministre indien) et quelques autres pour la réunion de l'Organisation de Coopération de Shanghaï.



Ces dirigeants à poigne ont affiché leur proximité face à la guerre commerciale et à la politique agressive de Trump qui ne vaut pas mieux qu'eux. Xi Jinping a voulu se poser en leader mondial : dénonçant *« la mentalité de guerre froide »* des USA et des puissances occidentales. Il a appelé à *« élargir la coopération et assumer ensemble la promotion de la paix, de la stabilité et de la prospérité dans la région »*.

Le défilé militaire du 3 septembre, marquant le 80e anniversaire de la libération de la Chine de l'occupation japonaise, visait à afficher la puissance du pays et bien sûr renforcer le nationalisme chinois.

Pour Poutine, cette réunion a été l'occasion de prouver qu'il n'est pas isolé.

Quant à Modi, sa présence en Chine, malgré la guerre larvée avec la Chine à la frontière himalayenne, était une réponse à Trump après sa décision d'imposer 50 % de droits de douane aux produits indiens. En s'affichant aux côtés de Xi Jinping, il voulait montrer que l'Inde peut trouver ailleurs des alliés et des débouchés, notamment en Asie.

Une coopération… capitaliste

Ces dirigeants cherchent à desserrer l'étau toujours plus étouffant des États-Unis pour défendre avant tout les intérêts de leur propre bourgeoisie dans le monde capitaliste. Au demeurant, ils restent tous en concurrence les uns contre les autres. L'Inde fait partie de l'alliance militaire QUAD avec les États-Unis, dirigée contre la Chine. Poutine, depuis des décennies, tente de se rapprocher des puissances occidentales, comme on l'a encore vu lors de sa rencontre avec Trump en Alaska. Quant aux capitalistes chinois, comme ceux d'Inde et de Russie, ils ne cherchent qu'à consolider leur place dans ce système mondial, certains visant même à prendre la première position, à la place des USA.

Tous partagent la même ligne de fond : la défense du capitalisme, c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs pour l'enrichissement d'une poignée de milliardaires.

De leur côté, les capitalistes russes et chinois peuvent s'appuyer sur un État fort, hérité des révolutions de 1917 en Russie et 1947 en Chine. Mais seuls les travailleurs dans ces grands pays auront la capacité de mettre fin à l'exploitation, aux oppressions et aux guerres. Sans se ranger derrière un dirigeant capitaliste, même critique de l'impérialisme américain, ils devront libérer le monde du capitalisme et mettre en place une société débarrassée de la propriété privée et de la course au profit.

Drame de Lisbonne : ce qui devait arriver ...arriva

Un accident de funiculaire à Lisbonne a coûté la vie à 16 personnes et blessé 21 autres. Les syndicats rappellent que *« de nombreuses plaintes avaient été déposées concernant la nécessité d'entretien des ascenseurs, y compris le funiculaire, à l'encontre de la société Carris Lisboa »,* en charge de l'exploitation.

Un autre accident avait déjà eu lieu en 2018, sans faire de victimes. A cette occasion, une association avait déclaré :*« il n'y a pas eu de conséquences cette fois-ci. La prochaine fois, ce ne sera peut être pas le cas ».*

Tous les jours, des travailleurs sont témoins.. que l'entretien des routes, des ponts, des chemins de fer est mis en défaut par « la chasse aux coûts ». Et le choix des gouvernements de faire des économies pour augmenter les dépenses d'armements ne peut qu'augmenter ce type d'accidents.

Des garanties de sécurité ? Non, des profits de guerre !

Début septembre, divers dirigeants européens ont annoncé la possibilité d'un déploiement de troupes en Ukraine. Ursula von der Leyen a évoqué l'existence de plans « assez précis » et Macron a annoncé que 26 pays s'étaient engagés à contribuer à intervenir sur le sol ukrainien *« pour garantir la sécurité en Ukraine en cas de cessez-le-feu ».* Ces annonces font suite à des mois de pourparlers entre Trump et Poutine qui, sous le couvert de négocier un « accord de paix », discutent en réalité du dépeçage de l'Ukraine. Qui aura quel territoire, quel marché, quel accès aux ressources, voilà le réel objet des négociations.

Alors que des bombardements ont lieu chaque jour sur le front russo-ukrainien et sur les villes ukrainiennes, les dirigeants américains et russes prennent le temps de renforcer chacun leur position. Quant aux dirigeants européens, ils ont montré en formant la « coalition des volontaires » qu'ils étaient prêts à tout pour participer aux négociations… c'est-à-dire pour avoir eux

aussi une part du gâteau ukrainien. Y compris jouer le rôle de chien de garde pour le compte des USA en envoyant des troupes européennes, voire participer à faire accepter à la population ukrainienne la cession de territoires à la Russie.

Poutine a menacé que *« si des forces quelles qu'elles soient y mettent les pieds, surtout maintenant au moment où des combats sont en cours, nous partirons du principe qu'elles seront des cibles légitimes ».*

A n'en pas douter, cette déclaration sera utilisée pour agiter la menace de guerre par la Russie… et justifier de nouvelles dépenses militaires… alors que les armées russes ont déjà eu du mal à avancer sur quelques dizaines de kilomètres de profondeur en Ukraine ! Alors que les dépenses militaires ont déjà explosé partout…

Ce qui attend l'Ukraine, car c'est ce que négocient en secret les camps en présence, c'est un accord de brigands, dans lequel les peuples n'auront pas leur mot à dire et où, pour toute forme de paix, l'ordre impérialiste mondial ne leur accordera qu'un intermède précaire avant une prochaine guerre.

Accord Palestine : vernis humaniste sur fond de complicité

La dernière tromperie du gouvernement fédéral sur le massacre des Palestiniens lui vaudrait sans doute la première place au concours de l'hypocrisie. Mardi 2 septembre, il a trouvé *« un accord sur la position de la Belgique à l'égard du conflit israélo-palestinien ».*

L'accord annonce des sanctions mais qui ne coûteront quasi rien à Israël : interdiction de territoire pour… deux ministres israéliens d'extrême droite ; extension limitée de l'embargo sur les armes… que le gouvernement se contentera de « plaider » auprès des Régions qui sont seules compétentes sur ce sujet.

Le gouvernement s'engage ensuite à reconnaître la Palestine lors de la prochaine session de l'ONU, mais précise que la reconnaissance « *ne sera formalisée dans un arrêté royal que lorsque le dernier otage israélien sera libéré et que des organisations terroristes comme le Hamas auront été écartées de la gouvernance de la Palestine* ». Autrement dit, exactement les arguments de Netanyahou pour justifier sa politique génocidaire !

Le gouvernement cherche à se donner un vernis humaniste, tout en validant la politique agressive de l'État israélien !

Pendant ce temps, le massacre se poursuit : depuis la décision de Netanyahou du 20 août d'une nouvelle offensive sur Gaza-ville, les bombardements et la famine se sont intensifiés, faisant chaque jour des dizaines de morts palestiniens supplémentaires.



Dimanche 7 octobre, plus de 100.000 manifestants à Bruxelles en soutien aux Palestiniens.

Les États américain et européens ne veulent pas se mettre en travers de la politique du gouvernement israélien qui poursuit une guerre permanente contre les Palestiniens et les États voisins. Car ils utilisent la population israélienne, armée en permanence, pour imposer leur politique au Moyen-Orient : le pétrole bon marché et les voies de communication les moins chères.

On ne construit pas un paradis sur l'enfer des autres

Depuis l'attaque d'Israël par le Hamas le 7 octobre 2023, les Palestiniens, en particulier dans la bande de Gaza, font face à un déferlement ininterrompu de violence. Chaque fois que l'on croit avoir atteint le pire, l'État d'Israël passe un nouveau cap dans la barbarie.

Depuis mai, une nouvelle « offensive » a été lancée par l'armée israélienne, visant à occuper 75% du territoire de Gaza.

Derrière le mot « offensive », qui fait croire à une guerre entre deux armées, se cache en fait un nouveau bain de sang et la transformation de la majorité de la bande de Gaza en champ de ruines, avec la complicité des États occidentaux.

Un document détaillé de l'administration américaine, récemment dévoilé, montre le projet de transformer la bande de Gaza en « Riviera », en zone touristique de luxe, champs d'investissement privilégié pour des investisseurs américains.

En moins de deux ans, l'armée d'Israël a assassiné plus de 60.000 Gazaouis, détruit 90% des bâtiments dans certaines villes et détruit toute l'agriculture.

La population a été forcée de fuir dans des zones toujours plus petites, de prétendues « Safe zone », ce qui ne les a pas empêché d'être bombardées.

La population est privée de tout, nourriture, électricité, médicaments. Tout ne rentre qu'au compte-goutte alors que des milliers de repas attendent sur des camions de l'autre côté de la frontière, prêts à être distribués par les ONG.

Les Palestiniens sont assassinés, arrêtés, torturés, quels que soient leurs liens avec le Hamas. Un document interne de l'armée israélienne révèle que seulement un quart des prisonniers palestiniens sont soupçonnés d'avoir des liens avec le Hamas ou d'autres groupes armés. Des milliers de Gazaouis sont arrêtés au hasard, maltraités, dénudés, humiliés, interrogés pendant des heures, violés, torturés, et parfois relâchés, quand ils ne sont pas détenus pendant des mois.

En Cisjordanie, les colons sionistes profitent des encouragements du gouvernement d'extrême droite pour terroriser les habitants, les faire fuir et s'emparer de leurs terres. En deux ans, le nombre d'installations coloniales a ainsi augmenté de 40%.

Cette violence, loin de détruire le Hamas, ne fait que renforcer son audience. Le terrorisme de l'armée israélienne pousse chaque jour des dizaines de Gazaouis à rejoindre ses rangs, il en aurait recruté 15.000 depuis le 7 octobre selon les services de renseignement américains, quasi autant que le nombre de membres du Hamas officiellement tués par l'armée d'Israël.

Mais la rage des Palestiniens pourrait tout aussi bien se transformer en révolte populaire contre le gouvernement de Netanyahou et l'impérialisme qui le soutient.

La barbarie de la guerre conduit aussi une partie croissante de la population israélienne à des mobilisations de plus en plus nombreuses contre le gouvernement Netanyahou, et les familles des otages ont même appelé à une grève générale contre la guerre.

La brutalité de l'État israélien est là pour nous rappeler que la barbarie du capitalisme n'a pas changé depuis les périodes les plus violentes de la colonisation et des guerres mondiales.

Les milliardaires peuvent ordonner aux gouvernements de déclencher des guerres, de soutenir des États génocidaires, ou de déplacer des populations entières si cela leur permet de renflouer leurs caisses ou de contrôler des zones pétrolières.

Ce sont ces capitalistes, américains, belges, français, allemands, anglais… qui paieront un jour cette politique barbare quand des millions de travailleurs se soulèveront contre eux pour prendre le pouvoir.

Guerres sans fin en Afrique



De plus en plus de conflits meurtriers font rage partout dans le monde et particulièrement en Afrique, alimentés d'une manière ou d'une autre par les capitalistes occidentaux. Les conflits y sont passés de 15 en 2013 à 28 en 2024 avec des combats de plus en plus meurtriers, notamment en RDC, Soudan, Éthiopie, Somalie, Nigéria…

En RDC, la guerre à l'Est du pays continue de semer la terreur dans la population. Un récent rapport de l'ONU accuse tant le M23 que les forces armées du gouvernement d'avoir commis des « atrocités massives » (exterminations sommaires, viols collectifs, etc.) depuis le début de l'année 2025.

Au Soudan, depuis plus de deux ans, la guerre civile oppose les bandes armées de deux généraux. Début 2025, l'attaque du camp de déplacés Zamzam par les forces RSF a causé entre 1.500 et 2.000 morts et la famine dans ces camps est maintenant aggravée par une épidémie de choléra.

Face à tous ces conflits, les dirigeants occidentaux sortent parfois des déclarations hypocrites, quand ces conflits ne sont pas tout simplement passés sous silence. Mais ce sont eux qui arment massivement tous les pays d'Afrique, y compris ceux en guerre et même souvent les deux camps opposés. Au cœur de ces conflits, il y a à chaque fois une bataille pour l'accès aux ressources ou aux routes maritimes.

Ces guerres sont l'héritage de la colonisation, aggravées par des décennies d'un pillage impérialiste mortifère. Pour s'en débarrasser, il faudra renverser ce système capitaliste criminel.

Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique
Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be